

L' "excellence" doit être portée par ses acteurs !

Les équipes présidentielles du site se félicitent de la présélection du projet « GUI+ » dans le cadre de l'appel d'offre « Initiatives d'excellence » (Idex), par lequel le gouvernement veut faire émerger 5 à 10 « campus d'excellence ». Un projet qui regroupe notamment les 5 universités de Grenoble et Savoie, le CEA Grenoble et le CNRS.

Nos organisations syndicales, si elles sont heureuses de trouver dans cette présélection une reconnaissance de la qualité de l'enseignement et de la recherche que toute la communauté grenobloise met en oeuvre, ne peuvent partager totalement cet enthousiasme, car tant le principe même des Idex que la structure porteuse du projet grenoblois nous posent plusieurs problèmes de fond.

1 - La politique en matière d'enseignement supérieur et de recherche ne peut se limiter à la seule notion d' "excellence". En effet, dans ces projets, « excellence » veut dire performance mais également compétition, alors que c'est avant tout par la coopération que se bâtit l'excellence académique, une coopération qu'il faut absolument promouvoir, au niveau national et, surtout, européen. Pour ne prendre que deux exemples emblématiques sur la place de Grenoble, c'est bien la coopération et non la compétition qui a permis la mise en place de l'ILL puis de l'ESRF.

Si l'on peut reconnaître à l'Idex grenoblois le mérite d'inclure tous les établissements de l'enseignement supérieur et de la recherche du site, il n'en est pas moins vrai que, à l'échelle nationale, mettre en compétition les différents sites universitaires pour n'en consacrer qu'une dizaine, sans aucune réflexion sur ce que doit être l'aménagement du territoire, le devenir des « petites universités » est un contresens, et va à l'opposé de ce qu'il faudrait faire.

2 - Les IDEX s'accompagnent de la mise en place de modes de gouvernance « resserrés », contraires aux traditions démocratiques des universitaires et des chercheurs. L'Idex Grenoblois en est un exemple caricatural : un Conseil d'Administration avec seulement 3 enseignants-chercheurs (pour un total de 20 à 30 membres), exerçant leur activité dans le périmètre d' "excellence" et dont rien ne dit qu'ils seront élus, un Conseil Scientifique SANS AUCUN représentant du personnel ni des étudiants, aucune structure relais entre « la base » et les dirigeants. On atteint là des sommets en matière de mépris des personnels – qui sont, ne l'oublions pas, les acteurs, les porteurs de cette « excellence » – et de leurs représentants.

3 - L'IDEX vient couronner le mille-feuilles de structures tous azimuts mis en place par les gouvernements Raffarin et Villepin, puis par le président Sarkozy et ses conseillers. ANR, AERES, Pôles de compétitivité, RTRA, RTB, Instituts Carnot, Alliances, PRES, plan campus, Labex (et leur cortège d'Equipex), IRT, IHU, et maintenant les Idex : la coupe est pleine !

Toutes ces structures se mettent en place avec ces gouvernances resserrées qui excluent ou limitent la représentation des personnels à la portion congrue. Toutes ces structures ont une fâcheuse tendance à se marcher sur les pieds, à consommer des moyens qui sont

prélevés sur le budget des universités et des laboratoires, et à multiplier les appels d'offre, amenant chercheurs et enseignants-chercheurs à passer de plus en plus de temps à rédiger des demandes plutôt qu'à produire du savoir et de la connaissance ! Cette prolifération entraîne également une multiplication de recrutements CDD de toutes sortes.

Il est grand temps de définir quel modèle de fonctionnement nous souhaitons voir émerger, de faire un bilan raisonné des structures mises en place, de leur coût humain et financier et de leur efficacité (dans ce contexte de frénésie de l'évaluation tous azimuts et redondante).

4 - La méthode utilisée pour la mise en place de ces nouvelles structures, dans la précipitation, avec un calendrier très contraint qui impose l'absence de concertation, et ce n'est pas le fruit du hasard. Il s'agit là d'une technique générale, utilisée par ce gouvernement sur tous les sujets !

Cela a particulièrement bien fonctionné en ce qui concerne le projet d'Idex grenoblois, mis sur pied dans la plus parfaite opacité. On constate aujourd'hui une fracture totale entre le petit cercle qui a réellement piloté ce projet et le reste de la communauté grenobloise, à qui on a sporadiquement commandé des projets, de façon totalement opaque là aussi.

5 - L'Idex risque de sonner le glas de l'Université de Grenoble. Alors que nous assistons de semaine en semaine au délitement du PRES, la seule perspective d'évolution qui nous est présentée est celle d'un Idex opaque et sans instances élues chapeautant des universités divisées.

Les organisations soussignées tiennent à affirmer que :

- une recherche et un enseignement supérieur ambitieux ne sauraient s'épanouir dans un cadre de compétition exacerbée et d'opacité des structures, de mise en concurrence des personnels et de développement de la précarité ;
- plus que jamais, il est nécessaire que les établissements fondateurs du PRES convergent vers la création d'une véritable Université de Grenoble, souveraine en matière de politique de formation et recherche ;
- les personnels soient informés et associés dans leur ensemble aux projets pour notre site et que les personnes en charge du pilotage de la préparation et mise en place de projets soient clairement identifiées ;
- nos élus soient consultés, par exemple dans une assemblée conjointe de tous les CA des universités ouverte aux représentants des personnels des organismes et du CEA, un type d'assemblée qui devrait être pérennisé pour que l'ensemble des personnels soit représenté auprès du CA du futur Idex.

**Nous invitons les personnels à être attentifs à ces enjeux,
en particulier lors du renouvellement à venir des équipes présidentielles
dans les différents établissements.**

**SGEN-CFDT, SPEAG-CFDT (CEA), FERC-SUP-CGT Grenoble, SNCS-FSU campus,
SNESUP-FSU Grenoble, SOLIDAIRES (Sud Education et Sud Recherche EPST),
SUP'RECHERCHE-UNSA, SNPTES-UNSA**